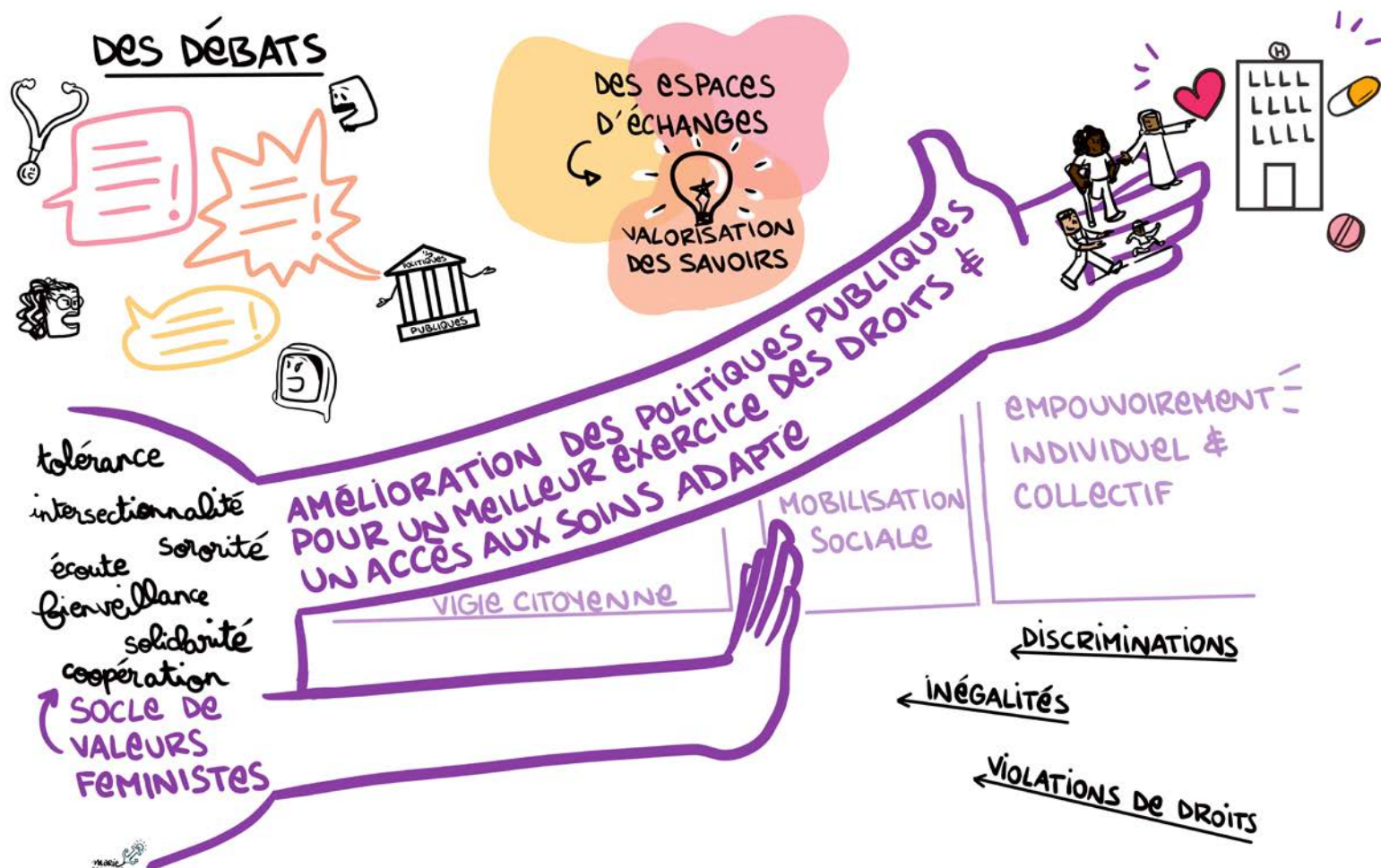


DE L'EMPOUVOIREMENT AU PLAIDOYER DES ADOS ET DES JEUNES : RETOURS D'EXPÉRIENCE DU PROJET SANSAS



DÉMOCRATIE EN SANTÉ FÉMINISTE

EQUI
POP.
ORG



sous l'égide du



Solthis



EQUI
POP.
ORG



RAES

avec le soutien de

France
AFD

BANK OF AFRICA
BMCE GROUP



Ce document vient compléter [le guide sur la démocratie en santé féministe](#), issu de la capitalisation du programme Jeunes en Vigie (JEV). Alors que ce dernier présentait les fondements et les grands principes de la démarche, le présent document se concentre sur une dimension particulière : le plaidoyer porté par les adolescent·e·s et les jeunes (A&J) dans le cadre du projet SANSAS (2021—2025). Son objectif n'est pas uniquement de décrire une expérience, mais de montrer **pourquoi et comment ce type de plaidoyer constitue un levier stratégique pour les partenaires et les décideur·euses** : il éclaire les conditions concrètes qui permettent aux jeunes de devenir des interlocuteur·rice·s légitimes, il met en évidence les dynamiques féministes et inclusives qui renforcent la gouvernance en santé, et il propose des enseignements utiles pour la conception de politiques publiques plus équitables et ancrées dans les réalités locales.

Cette capitalisation s'appuie sur une démarche participative combinant **groupes de discussion, restitution collective, entretiens et documentation des expériences de terrain**. Cette méthode permet de croiser les regards des jeunes, des organisations de mise en œuvre et des institutions, et d'ancrer les apprentissages dans une mémoire partagée. Ainsi, cette production vise à la fois à **renforcer la légitimité des jeunes dans les espaces de décision et à offrir aux acteur·ice·s institutionnel·le·s et techniques des repères pratiques pour institutionnaliser durablement leur participation notamment dans le champ de la santé sexuelle et reproductive**.

AGIR PAR LE PLAIDOYER DES ADOLESCENT·E·S ET JEUNES

UNE ÉTAPE CLÉ VERS LA DÉMOCRATIE EN SANTÉ

Les démarches de plaidoyer portées par les adolescent·e·s et les jeunes (A&J) constituent un axe structurant de toute stratégie visant à renforcer la démocratie en santé. Elles permettent de reconfigurer les rapports entre institutions, professionnel·le·s de santé et citoyen·ne·s, en donnant aux jeunes la capacité d'agir sur **les décisions qui les concernent directement**. Dans une perspective féministe, ces démarches s'inscrivent dans une dynamique de réappropriation des savoirs expérientiels et de questionnement des rapports de pouvoir. Pour maximiser leur portée et leur ancrage, plusieurs conditions apparaissent essentielles :

- **Identifier un vivier de jeunes engagé·e·s**, reconnu·e·s localement, porteur·euse·s de revendications collectives ancrées dans l'expérience vécue ;
- **S'adresser également aux jeunes plus en marge**, souvent invisibilisé·e·s, et les accompagner à prendre place dans l'espace public en leur donnant les moyens de faire entendre leur voix.
- **Proposer des renforcements de capacités progressifs**, un outillage global, incluant les techniques de plaidoyer, la connaissance des droits, des institutions et des mécanismes de décision ;
- **Mettre à disposition des espaces de maturation stratégique**, à travers des Labs d'incubation locaux et nationaux ;
- **Structurer les dynamiques autour d'organisations collectives, notamment faïtières**, afin de renforcer la légitimité et la représentativité du plaidoyer.
- **Mettre en lumière les rapports de genre et les systèmes d'oppression** croisés pour mieux cibler les inégalités systémiques qui traversent les expériences de santé des jeunes.

Des **cadres de dialogue formalisés avec les autorités** (tables rondes, consultations, présentations de mémorandums) permettent de faire reconnaître les propositions formulées par les jeunes et faciliter ainsi, à long terme, leur inscription dans les processus institutionnels. Ce processus, lorsqu'il est accompagné et reconnu, peut constituer **un levier puissant de transformation**. Inscrites dans des approches féministes, ces démarches de plaidoyer participent d'une démocratie en santé plus inclusive, égalitaire et attentive aux rapports de pouvoir. Il mérite d'être soutenu, institutionnalisé et intégré dans les stratégies à long terme de démocratie en santé. Cela implique une remise en question des normes dominantes, y compris dans les sphères de décision technique et politique.



SANSAS — SUNU WERGU YARAM, SUNU YITÉ

Déployé de 2021 à 2025 dans deux zones d'intervention au Sénégal — le département de Mbour (région de Thiès) et la région de Sédhiou, le projet SANSAS (« Sunu Wergu Yaram, Sunu Yité » / « Notre santé, notre responsabilité ») vise à créer un environnement favorable à la santé sexuelle et reproductive des adolescent·e·s et des jeunes (SSRAJ), en particulier des filles et des jeunes en situation de vulnérabilité.

Mis en œuvre par le consortium (Equipop, Enda Santé, LARTES, RAES), dont Solthis est cheffe de file, le projet agit sur trois leviers complémentaires :

1. **le renforcement de l'offre de services** de santé reproductive adaptés et de qualité ;
2. **l'accroissement des connaissances et du pouvoir de décision** des jeunes sur leur santé sexuelle et reproductive ;
3. **le soutien à un environnement social et légal favorable**, à travers le plaidoyer, la mobilisation sociale et la production de savoirs.

Dans le prolongement de l'expérience du programme Jeunes en Vigie et de la démarche de démocratie en santé féministe, SANSAS renforce la participation citoyenne des jeunes dans les dynamiques de changement social, en contribuant à faire émerger des pratiques plus inclusives, plus équitables et centrées sur leurs droits.

Le plaidoyer adolescent et jeune (A&J) s'est construit au fil du projet SANSAS comme un véritable parcours, jalonné d'étapes complémentaires. De l'ancrage dans les vécus à la reconnaissance institutionnelle, puis de l'essaimage sur le terrain à l'inscription dans la durée, chaque phase illustre comment les jeunes renforcent progressivement leur rôle politique et transforment la gouvernance en santé.

AVANT TOUTE REVENDICATION : CONSTRUIRE SUR LA BASE DE RÉALITÉS VÉCUES

Les démarches de plaidoyer portées par les adolescent·e·s et les jeunes (A&J) prennent, avant tout, appui sur **une base construite à partir de leur vécu et de leurs expériences**. Cela s'inscrit dans une dynamique de valorisation des expériences situées et des savoirs expérientiels largement déployée dans l'approche de démocratie en santé féministe portée par Equipop. Des espaces d'expression (clubs, radios communautaires, réseaux sociaux, espaces ados) offrent des occasions d'identifier les préoccupations prioritaires, qui sont ensuite reformulées collectivement à l'aide d'outils participatifs. En parallèle, des engagements concrets dans la vie locale (enquêtes, actions de sensibilisation, appui aux cliniques mobiles) contribuent à renforcer leur légitimité. Une meilleure compréhension des politiques publiques et des circuits décisionnels permet également de situer ces actions dans un cadre stratégique plus large.

CE QUE ÇA CHANGE

QUAND LA PAROLE DES JEUNES S'ANCRE DANS LEUR VÉCU, ELLE GAGNE EN LÉGITIMITÉ ET EN PERTINENCE

Leur engagement s'appuie sur un **processus collectif et structuré de création d'un argumentaire**, plutôt que sur des messages préformatés. Cette démarche renforce leur confiance, favorise la reconnaissance institutionnelle progressive de leur rôle, et pose les bases d'un plaidoyer A&J enraciné dans les dynamiques locales. Peu à peu, les jeunes deviennent des interlocuteur·rice·s crédibles. Cela contribue à visibiliser des vécus auparavant invisibilisés, notamment ceux des jeunes filles, des adolescentes mères, et à faire exister des voix parfois en marge dans l'espace public. Leurs prises de parole, plus stratégiques et porteuses d'un intérêt collectif, amènent aussi les institutions à ajuster leurs postures, en intégrant plus durablement les propositions issues du terrain. Ce renversement de posture s'inscrit pleinement dans **une logique d'empouvoirement féministe**, où la prise de parole est en soi un acte politique; partir des besoins réels des jeunes, remettre au centre celles et ceux directement concerné·e·s, et éviter toute instrumentalisation de leur parole. Elle affirme ainsi que la participation des jeunes n'est pas un outil, mais un droit et une condition de justice sociale. **Cette expérience confirme que l'empouvoirement est indissociable d'une analyse critique des normes de genre, des rapports hiérarchiques intergénérationnels et des barrières sociales.**



QUELQUES QUESTIONS POUR BIEN SE PRÉPARER

- Qui sont les jeunes qui s'expriment ? Sont-ils et elles représentatif-ves de la diversité du territoire (genre, âge, situation de handicap, statut scolaire, etc.) ?
- Quelles modalités pour construire des savoirs et des revendications à partir des vécus et des réalités spécifiques des filles, ou des adolescent-es vivant dans des zones rurales isolées ?
- Les revendications permettent-elles de nommer des inégalités liées au genre, ou à la classe sociale ?
- Quels sont les espaces où les jeunes peuvent librement exprimer ce qu'ils et elles vivent ? Ces espaces prennent-ils en compte les rapports de pouvoir, et permettent-ils aux jeunes filles, d'exprimer leur parole en sécurité ?
- Quels liens entretiennent-ils et elles déjà avec les institutions locales, les associations ou les médias ?
- Les jeunes ont-ils et elles été exposé-e-s aux repères des politiques publiques et aux cadres institutionnels ?
- Les jeunes disposent-ils et elles des outils, des connaissances et de la confiance nécessaires pour s'exprimer pleinement, et se sentent-ils à l'aise pour le faire ?
- Quels mécanismes concrets sont mis en place pour déconstruire les rapports hiérarchiques liés à l'âge, au genre ou au statut social dans les groupes de jeunes ?
- Quels rôles jouent les adultes dans l'accompagnement : savent-ils soutenir sans diriger ni se substituer à la parole des jeunes ?
- Comment veiller à ne pas reproduire, dans les espaces d'engagement proposés, les mêmes rapports de domination que ceux que l'on souhaite transformer ?

CONSEILS POUR PASSER À L'ACTION

- Prendre le temps de construire une base commune de connaissances.
- Adopter un langage clair, visuel et adapté à chaque tranche d'âge et aux jeunes en marge.
- Intégrer les cibles pertinentes visées par le projet — comme les 10-14 ans dans SANSAS — avec des modalités pédagogiques adaptées.
- Renforcer les différentes formes de pouvoir : le pouvoir intérieur (confiance, estime, expression), le pouvoir avec (solidarité, analyse collective) et le pouvoir de (capacité d'action et de plaidoyer partagé).
- S'appuyer sur des outils participatifs, issus de l'éducation populaire (dessins, cartes, fresques...) pour faciliter l'expression.
- Créer des espaces de parole non mixtes ou sécurisés pour permettre à certain-es jeunes de s'exprimer sans crainte de jugement ou de stigmatisation.
- Faire un travail explicite sur les normes sociales et les stéréotypes de genre dès les premières étapes.
- Favoriser les formes d'expression qui valorisent les cultures et savoirs locaux, souvent marginalisés dans les cadres institutionnels.
- Co-construire les règles de fonctionnement des espaces avec les jeunes, pour favoriser une gouvernance horizontale et inclusive.

« Ces formations nous permettent de maîtriser les thèmes dont on va débattre. Si nous-mêmes on a pas compris, alors on ne pourra pas convaincre les autres. »

Jeune Leader, Médina Wandifa

« Grâce à la formation sur le plaidoyer et à la collecte de données sur les grossesses précoces, nous avons pu structurer un plaidoyer solide. Nous avons présenté ces données aux autorités, et elles ont écouté. »

Jeune Leader, Sédhiou

« Les jeunes sont une cible spécifique avec ses propres codes. »

Direction régionale de la santé



1. DANS LES LABS D'INCUBATION : POSER LES PREMIERS JALONS D'UN PLAIDOYER INCLUSIF

DES ESPACES DE MATURATION STRATÉGIQUE

Le plaidoyer A&J se construit par étapes, dans un va-et-vient constant entre l'analyse des réalités vécues, l'expression collective et la formulation d'actions concrètes. Les *Labs d'incubation* jouent un rôle central dans ce processus. À travers des ateliers participatifs, les jeunes définissent leurs priorités, identifient les blocages et imaginent des formes d'interpellation adaptées à leur contexte.

Les Labs d'incubation sont des espaces de dialogue et de réflexion collective qui réunissent des jeunes, des organisations de la société civile (OSC) et des autorités locales ou nationales. Ils fonctionnent comme des lieux **horizontaux et inclusifs**, où chacun·e peut contribuer sur un pied d'égalité.

Inspirés de la méthode du Design Thinking, les Labs d'incubation Equipop Lab ont vocation à lever certaines des contraintes rencontrées habituellement par les OSC, militant·e·s et jeunes dans la phase de conception de projet en les dotant de méthodologies et outils centrés sur l'individu·e.

Les Labs ont donc été construits dans le but de créer un espace de réflexion et de création collective de projet axé sur l'innovation et la pertinence pour répondre à des enjeux spécifiques identifiés au niveau national ou sous-régional. À travers des **méthodes participatives et des outils d'intelligence collective** (ateliers de co-analyse, jeux de rôle, cartographies, ...), les participant·e·s identifient les blocages, formulent des priorités et construisent des stratégies de plaidoyer adaptées à leurs réalités. Les Labs permettent aussi d'expérimenter des méthodes inclusives qui valorisent la parole des jeunes, en particulier celles et ceux qui sont souvent peu entendus.

Permettant de faire appel à diverses expertises, le format d'atelier développé par Equipop encourage **le partage des connaissances et l'analyse fine du contexte** dans lequel les partenaires opèrent. Les Labs prévoient des phases itératives au cours desquelles les participant·e·s sont amené·e·s à passer par des périodes de divergence et de convergence.

Le dispositif Sansas repose sur deux niveaux complémentaires :

- **des Labs territoriaux, ancrés dans les réalités locales**, pour renforcer la proximité avec les institutions et mobiliser les jeunes autour de leurs enjeux spécifiques ;
- **un Lab national, comme espace de convergence**, de renforcement mutuel et de co-construction des plans d'action collectifs.

Dans le projet SANSAS, le Lab national organisé en 2023 a marqué une étape structurante. Il a permis de fédérer des OSC de jeunesse (YWA, JED et ANJ-SR/PF) avec des jeunes engagé·e·s, d'articuler plaidoyers locaux et nationaux, et de poser les bases d'une dynamique coordonnée avec les organisations faitières et les institutions.

CE QUE ÇA CHANGE

EXPÉRIMENTER COLLECTIVEMENT, C'EST POSER LES BASES D'UN PLAIDOYER DURABLE

En offrant un espace d'expérimentation collective, les Labs créent les conditions d'un plaidoyer A&J plus structuré et durable, ancré dans les vécus partagés et les réalités locales. Ils offrent **un espace d'expérimentation collective**, propice à l'ajustement progressif des postures, au renforcement de la cohésion entre jeunes, et à la formulation de messages plus clairs et plus légitimes. Les revendications s'enracinent dans les vécus partagés et les réalités locales, plutôt que d'être portées par quelques voix isolées, ce qui favorise leur appropriation par les jeunes eux-mêmes et renforce leur durabilité. Ces dynamiques facilitent également la construction de relations plus équilibrées avec les institutions,



en préparant les jeunes à un dialogue argumenté, sans dilution de leurs priorités. Des espaces, souvent marqués par des logiques hiérarchiques et genrées, sont progressivement investis par des jeunes qui y font entendre des priorités parfois négligées, comme les violences sexistes et sexuelles ou l'accès équitable à l'information en santé sexuelle et reproductive. Ce processus renforce la capacité à faire émerger des narratifs différents, plus égalitaires, portés par des jeunes souvent en marge des espaces classiques du plaidoyer.

QUELQUES QUESTIONS POUR BIEN SE PRÉPARER

- Les revendications émergent-elles d'un travail collectif ou sont-elles portées par un nombre restreint de jeunes ?
- Comment s'assurer que ce travail collectif inclut aussi les voix souvent marginalisées ?
- Les causes choisies font-elles écho à leurs réalités vécues et suscitent-elles un engagement sincère ? Les revendications intègrent-elles une analyse des rapports de genre, des normes sociales, ou des discriminations croisées vécues par certain·e·s jeunes ?
- Les formes d'expression retenues sont-elles accessibles, pertinentes et adaptées au contexte local ?
- Le groupe bénéficie-t-il d'allié·es capables de soutenir sans orienter ni prendre la parole à leur place ?
- Un lien existe-t-il entre les dynamiques locales et nationales, permettant une mise en cohérence sans uniformisation ?

LAB DE MBOUR

- Les jeunes ont identifié l'exploitation sexuelle comme un enjeu prioritaire, dans des zones spécifiques
- Ils et elles ont conçu, en partenariat avec JED, une enquête participative pour produire des données probantes et légitimer leur parole
- Le Lab a permis de structurer un plaidoyer local, ancré dans le vécu, soutenu par des alliances concrètes avec les prestataires, la mairie et les acteurs communautaires.

LAB DE SÉDHIYOU

- Les jeunes ont formulé un constat partagé sur les grossesses précoces non désirées en milieu scolaire, comme partie intégrante du continuum des violences
- Ils et elles ont conçu une enquête qualitative centrée sur les récits de vie de jeunes filles enceintes ou mères, pour mieux comprendre les parcours de chacune
- Le plaidoyer A&J s'est structuré autour d'alliances locales avec les enseignant·es, les chefs d'établissement, les clubs EVF et les organisations engagées sur les VSS, avec pour cible la mise en application concrète de la circulaire sur les grossesses en milieu scolaire.

LAB NATIONAL

- Les OSC de jeunesse ont conçu un plaidoyer stratégique pour intégrer 5 OSC de jeunesse dans le comité de pilotage SRMNIA (Santé Reproductive, Maternelle, Néonatale, Infantile et des Adolescent·e·s) national, affirmant leur droit à participer aux décisions nationales sur la santé sexuelle et reproductive des adolescent·e·s et jeunes (DSRAJ).
- Le Lab national a permis de relier les dynamiques locales (Mbour, Sédhiou) à un objectif politique national, en consolidant les compétences des OSC de jeunesse et en outillant les jeunes pour le dialogue avec les instances étatiques.
- Ce plaidoyer s'est appuyé sur une analyse partagée du cadre légal, des inégalités structurelles et de la faible qualité des services, posant les bases d'un plaidoyer qui vise à améliorer la gouvernance en donnant aux jeunes un rôle réel dans les décisions qui les concernent.



DES CAMPS D'ÉTÉ COMME TREMLIN

À Mboro comme à Sédhiou, les jeunes ont spontanément pris part à des camps d'été rassemblant jusqu'à 150 participant·e·s. Inspirés des Labs d'incubation, ces temps d'immersion co-organisé par JED et RAES, ont favorisé le partage interrégional, renforcé la confiance et la cohésion, et déclenché une dynamique d'action. Ces expériences ont permis de **consolider à la fois l'empouvoirement individuel et la force du collectif**, avec des retombées concrètes : dialogues intergénérationnels, causeries, initiatives scolaires, mobilisation de pairs, rencontres avec les autorités. Ces camps illustrent une bascule importante : les jeunes passent de la formulation à l'action, dans une démarche autoportée, enracinée localement.

CONSEILS POUR PASSER À L'ACTION

- Créer un cadre flexible et sécurisant, propice aux essais, erreurs et ajustements.
- Intégrer une grille d'analyse féministe dès les premières étapes du plaidoyer : cela permet de nommer les inégalités, de déconstruire les rapports de pouvoir et d'élargir les revendications à des enjeux souvent marginalisés (comme les violences sexuelles, les normes genrées dans l'accès aux soins, etc.).
- Créer des espaces non mixtes ou sécurisés pour favoriser l'expression libre de certain·e·s jeunes, notamment les filles.
- Ces espaces doivent être conçus comme des outils politiques d'émancipation, permettant l'émergence d'argumentaires et revendications radicales, parfois inaudibles dans des espaces mixtes.
- Valoriser les formes d'expression alternatives (théâtre forum, vidéos participatives) qui permettent aux jeunes de s'appropriier le plaidoyer en mobilisant des langages accessibles, créatifs et porteurs de leurs cultures. Et s'assurer que ces expressions ne soient pas perçues comme anecdotiques, mais bien comme des contributions politiques à part entière, en rupture avec les formes traditionnelles de représentation.
- Encourager une pluralité de récits, y compris ceux qui contestent les normes patriarcales, les hiérarchies sociales ou les récits dominants sur la jeunesse. Ancrer les revendications dans le vécu pour renforcer leur légitimité.
- Veiller à ce que les vécus spécifiques des filles, des adolescentes mères, des survivantes de violences, ou des personnes stigmatisées soient considérés comme des points d'entrée légitimes dans le plaidoyer.
- S'assurer que chaque format soit adapté aux besoins différenciés des jeunes, en particulier celles et ceux pour qui l'école ou les espaces publics sont peu accessibles.
- Organiser des relectures collectives afin de clarifier, affiner et valider les messages.
- Positionner les adultes comme appuis discrets, sans substitution à la parole des jeunes.

« Aujourd'hui, nous agissons ensemble. Les autorités remarquent notre unité et nous prennent plus au sérieux. Nous parlons d'une seule voix, et elle porte. Quand nous faisons du plaidoyer en groupe, nous avons le sentiment d'être entendu·e·s. Nous nous soutenons mutuellement, et cela nous donne le courage de continuer. »

Jeune Leader de Sédhiou

2. TABLE RONDE : AFFIRMER LA VOIX DES JEUNES FACE AUX DÉCIDEUR·EUSES

LA TABLE RONDE DE DAKAR (2025)

À Dakar, l'organisation d'une journée de table ronde a marqué une étape stratégique du plaidoyer A&J mené dans le cadre de SANSAS. Organisée après plusieurs mois de préparation, elle a constitué l'aboutissement d'un travail collectif de rédaction de **notes politiques** présentant aux autorités l'état des lieux, les revendications et les recommandations des jeunes (cf. capitalisation sur les notes politiques). Ces notes, ainsi que plus largement les plaidoyers portés par les jeunes, ont été discutées lors de cette journée réunissant plus d'une soixantaine de personnes dont des représentant·es des jeunes, des autorités politiques, des chercheur·ses et des organisations de la société civile. Cette rencontre a permis aux jeunes de **porter directement leur voix auprès des décideurs**, d'obtenir une visibilité institutionnelle pour leurs propositions et de renforcer la légitimité de leur plaidoyer.

Cette table ronde nationale a constitué un moment stratégique pour le plaidoyer A&J : **elle a permis de mettre en lumière la transformation progressive de la posture des jeunes tout au long du projet**. Cet événement a été l'occasion de prendre conscience de la manière dont les jeunes se sont empouvoiré·e·s tout au long du projet. De participant·es à des ateliers, ils et elles deviennent des interlocuteur·rices politiques. L'exercice a donné une portée institutionnelle aux messages construits collectivement, tout en mettant à l'épreuve les capacités d'argumentation du groupe et la réceptivité des autorités. **En rendant visible cette parole, la table ronde renforce la légitimité du plaidoyer A&J et affirme sa place dans les espaces de décision.** Dans ces espaces traditionnellement dominés par des logiques hiérarchiques et masculines, la prise de parole des jeunes, en particulier des filles, constitue un acte politique fort. Elle permet de visibiliser des récits trop souvent absents des sphères institutionnelles, et de confronter les normes implicites qui régissent les interactions entre générations et entre sexes.

CE QUE ÇA CHANGE

TRANSFORMER UNE PRISE DE PAROLE EN DIALOGUE POLITIQUE : PERMETTRE AUX JEUNES DE PASSER DU TERRAIN À UN VÉRITABLE RÔLE POLITIQUE

La table ronde permet aux jeunes de renforcer leur légitimité, de rendre visibles leurs propositions et d'amorcer une reconnaissance institutionnelle de leur rôle dans la gouvernance sanitaire. Elle donne une portée nouvelle au plaidoyer A&J. En exposant publiquement leurs propositions, face à des responsables de ministères, de collectivités et d'organisations partenaires, les A&J renforcent leur légitimité et prennent conscience de **leur capacité à influencer les décisions**. La table ronde constitue également un moyen de rendre visibles, devant de nombreux acteur·ices, les engagements pris par les autorités politiques face aux jeunes, ce qui les rend d'autant plus redevables par la suite. À condition d'être suivie d'effets, la table ronde peut servir de point d'ancrage pour établir un dialogue structuré et durable entre jeunes et décideur·euses. Elle constitue également un levier pour questionner les rapports de pouvoir genrés et encourager une représentation plus équitable dans les espaces de gouvernance, en particulier dans le domaine de la SSR, où les jeunes femmes et filles restent largement sous-représentées malgré leur expérience directe des enjeux.

QUELQUES QUESTIONS POUR BIEN SE PRÉPARER

- Les jeunes connaissent-elles et ils les dynamiques de pouvoir en présence ?
- Ont-ils et elles identifié les normes sociales, y compris les normes de genre, qui peuvent freiner leur prise de parole ou limiter la réception de leurs messages ?
- Ont-ils et elles identifié des allié·es institutionnel·les ou politiques capables de relayer leurs propositions ?
- Ces allié·e·s sont-ils et elles attentif·ves aux dynamiques de domination et outillé·es pour éviter toute forme de récupération ou d'effacement des voix les plus marginalisées ?
- Les messages clés sont-ils formulés collectivement, avec clarté et concision ?
- Le groupe est-il préparé à gérer les tensions, les silences ou les refus ?
- Un plan de suivi est-il prévu pour faire vivre les engagements formulés pendant l'événement ?



CONSEILS POUR PASSER À L'ACTION

- Prévoir un temps dédié à la préparation des arguments : appuyer les jeunes dans la formulation de messages clairs, contextualisés, et alignés avec les enjeux institutionnels.
- Intégrer une lecture des inégalités de genre dans la formulation de ces arguments, afin de visibiliser les angles morts des politiques publiques et de porter une critique féministe des systèmes existants.
- Organiser des mises en situation en amont : proposer des simulations, jeux de rôle ou débats pour renforcer l'aisance à l'oral et la réactivité en public. Travailler également sur la posture, la confiance en soi et les stratégies de prise de parole, en particulier pour les jeunes filles ou les jeunes ayant peu d'expérience dans les espaces publics.
- Créer des conditions matérielles de participation équitables : veiller à ce que les jeunes soient accueilli·e·s et reconnu·e·s au même titre que les autres intervenant·e·s (hébergement, indemnités, restauration, logistique).
- Travailler la diversité des formats d'intervention : construire des supports adaptés (mémoires, présentations orales, visuels synthétiques) selon les interlocuteur·rices visé·es.
- Favoriser les témoignages situés, les récits de vie et les formes de narration ancrées dans les expériences genrées, comme leviers puissants de transformation politique.
- Encadrer sans figer : accompagner les prises de parole tout en laissant place à la spontanéité et à l'expression personnelle.
- Assurer un suivi post-événement : valoriser les productions, relayer les messages, formuler les engagements recueillis, et documenter les suites.
- Garder une vision de long terme : accepter que certains effets soient différés, et inscrire les démarches dans une trajectoire patiente de changement.
- Éviter toute instrumentalisation de la parole des jeunes : adopter une posture féministe qui considère leurs interventions comme des contributions politiques à part entière, et non comme une simple caution participative.

« Depuis SANSAS, on a tendance à voir à chaque fois que les jeunes se déplacent pour rencontrer les notables, les préfets, etc. »

Jeune Leader de Sédhiou

« Aujourd'hui, on voit des jeunes qui participent à certaines prises de décision, même au niveau de la mairie. »

Jeune Leader de Sédhiou

« L'idée, c'était vraiment de renforcer les jeunes sur des thématiques comme le *media training*, la santé reproductive ou la prise de parole. L'objectif était qu'elles et ils puissent se positionner en tant qu'acteur·ices, et non plus en simples spectateur·ices. »

Jane Medor Nanga, Chargée de programme plaidoyer jeunes, SANSAS

3. AU SEIN DES INSTITUTIONS: INSCRIRE LES JEUNES DANS LA GOUVERNANCE

Le plaidoyer A&J ne se limite pas à une prise de parole publique ou à une série d'actions symboliques. Il repose aussi sur une démarche de dialogue structuré et pérenne avec les institutions, à différents niveaux de gouvernance. Cela nécessite d'adapter les stratégies, de comprendre les règles du jeu institutionnel, et de négocier, parfois fermement, pour faire reconnaître la place des jeunes dans les espaces de gouvernance à tous les niveaux (centre de santé, local, régional, national ...).

Cette reconnaissance ne s'est pas imposée d'elle-même : elle a été le fruit d'un travail patient de concertation, d'alliances, et de présence régulière dans les espaces décisionnels. Pour inscrire cette dynamique dans la durée, il est indispensable de prolonger le projet afin de consolider la position des jeunes et d'éviter que leur participation ne soit réduite à un rôle symbolique. L'enjeu est de garantir leur présence effective, que leurs préoccupations et propositions soient entendues et, surtout, traduites en engagements et actions concrètes de la part des élu-e-s et des institutions. Dans ce processus, il est essentiel de visibiliser les obstacles spécifiques rencontrés par les jeunes, notamment les filles, souvent confrontées à des logiques d'exclusion multiples dans les institutions sanitaires et politiques. **Le plaidoyer féministe** invite à interroger non seulement la place des jeunes en général, mais les hiérarchies et inégalités qui traversent cette jeunesse.

CE QUE ÇA CHANGE

PASSER DU STATUT DE BÉNÉFICIAIRE À CELUI D'ACTEUR·ICE DU CHANGEMENT RECONFIGURE L'ACTION PUBLIQUE.

L'intégration des jeunes dans les dynamiques institutionnelles transforme leur statut : de simples bénéficiaires à sensibiliser, ils et elles deviennent des acteur·ices reconnus du changement, capables d'influencer directement l'action publique. En intégrant leurs propositions aux documents de planification, en participant à des réunions formelles, et en discutant avec des autorités établies, les jeunes changent la nature du plaidoyer : ils et elles deviennent partie prenante de l'action publique. Ce repositionnement demande toutefois une préparation spécifique, une compréhension fine des enjeux politiques, et une capacité à maintenir la dynamique dans la durée.

QUELQUES QUESTIONS POUR BIEN SE PRÉPARER

- Quels espaces institutionnels peuvent être investis par les jeunes, à différents niveaux de gouvernance ?
- Quels appuis peuvent être mobilisés au sein des ministères, des collectivités ou des organisations faïtières pour renforcer leur ancrage ?
- Ces appuis sont-ils sensibilisés aux inégalités structurelles liées au genre et prêts à défendre une approche plus inclusive ?
- Comment articuler les dynamiques locales et nationales sans cloisonner les initiatives ni diluer les spécificités territoriales ?
- Quels dispositifs peuvent permettre un accompagnement dans la durée, au-delà des événements ponctuels de prise de parole ?
- Comment garantir que cet accompagnement intègre une lecture critique des rapports sociaux de sexe et des mécanismes d'invisibilisation, notamment dans les espaces formels de gouvernance ?
- Les messages formulés sont-ils construits de manière à être recevables, compréhensibles et exploitables par les institutions ciblées ?
- Les propositions des jeunes mettent-elles en lumière les angles morts institutionnels en matière de genre, et proposent-elles des pistes concrètes pour transformer les politiques publiques ?

CONSEILS POUR PASSER À L'ACTION

- Outiller les jeunes sur le fonctionnement des espaces institutionnels : types d'acteur·ice-s, processus décisionnels, jeux d'alliances, rapports de pouvoir.
- Y intégrer une lecture critique des normes de genre, pour leur permettre de décrypter les mécanismes d'exclusion ou de reproduction d'inégalités qui structurent ces espaces.
- Travailler en tandem avec des structures faïtières reconnues pour gagner en crédibilité auprès des institutions.



- Créer des ponts entre les niveaux local et national : faire remonter les priorités du terrain tout en renforçant la cohérence des messages.
- Prévoir un accompagnement dans la durée : permettre aux jeunes de suivre les effets de leur plaidoyer, de s'adapter et de consolider leur présence. Inclure dans cet accompagnement un appui à l'empouvoirement politique
- Accepter les compromis stratégiques : certaines structures locales ont été reconnues au niveau local et non national, ce qui a exigé des ajustements. Ces compromis doivent cependant être interrogés au prisme d'une éthique féministe : ne pas sacrifier la représentation des groupes les plus marginalisés au nom de la stratégie, mais chercher des équilibres respectueux des voix divergentes.

« Aujourd'hui, ces mêmes autorités nous reconnaissent. Elles participent à nos activités et nous sollicitent même pour nous associer à des initiatives communautaires. Les relations que nous avons construites sont solides. Nous ne sommes plus en marge — nous sommes considéré.e.s comme des partenaires. »

Jeune Leader de Sédhiou

« Aujourd'hui, nous avons accès aux établissements. Les autorités nous reconnaissent et nous soutiennent. Elles ont signé des engagements pour nous permettre de mener nos activités. C'est une vraie fierté pour nous, jeunes de la commune. »

Jeune Leader de Sédhiou

« On note une belle transformation des jeunes en termes de *leadership* ; ils et elles sont devenu.e.s responsables et incontournables. »

Élu local

4. SUR LE TERRAIN : ESSAIMER ET ANCRER LES DYNAMIQUES

Le plaidoyer A&J ne s'arrête pas à la fin d'un projet ni à l'issue d'un événement public. Il se poursuit sur le terrain à travers des mobilisations sociales portées localement par les jeunes : interventions en milieu scolaire, causeries de quartier, émissions radiophoniques ou activités communautaires. Ces initiatives, parfois spontanées ou hors cadre projet, traduisent une appropriation concrète et durable des dynamiques enclenchées dans les Labs, lors de la journée de table ronde et plus largement durant toute la dynamique menant à la mise en place d'une démocratie en santé. Elles participent également d'une démocratie en santé féministe, qui reconnaît la pluralité des voix, valorise les savoirs situés et bouscule les normes d'expertise dominantes. Elles montrent la capacité des jeunes à adapter les messages, à mobiliser autour d'eux et à faire vivre leur engagement dans leur environnement quotidien, en dehors des formats institutionnels. Cette dimension est particulièrement transformatrice pour les jeunes qui cumulent les oppressions (genre, classe, ruralité, etc.) et qui trouvent dans ces espaces informels des leviers d'expression et de légitimation.



CE QUE ÇA CHANGE

PORTER UN PLAIDOYER AUTONOME, C'EST L'ANCER DANS LES RÉALITÉS LOCALES.

Les actions portées par les jeunes traduisent **un véritable empowerment individuel et collectif**. Elles ne se manifestent pas uniquement dans la prise de parole publique mais aussi dans la capacité à tisser des solidarités locales, à reconfigurer les rapports sociaux, et à faire émerger des récits alternatifs. Elles montrent que le plaidoyer ne dépend pas uniquement d'un projet ou d'un accompagnement extérieur, mais peut se poursuivre de manière autonome. Ce prolongement sur le terrain renforce la portée des messages, touche de nouveaux publics, et ancre le plaidoyer dans les réalités locales. Reconnaître ces initiatives, sans chercher à les encadrer ou à les institutionnaliser systématiquement, permet de valoriser la diversité des formes d'engagement et de préserver leur force transformatrice. Cela suppose **une posture décentrée et féministe** : faire confiance aux capacités des jeunes à porter leurs propres voix, refuser les injonctions à la conformité, et reconnaître que les formes de plaidoyer les plus transformatrices sont parfois les moins visibles ou les moins légitimes aux yeux des acteur·rices traditionnel·le·s.

QUELQUES QUESTIONS POUR BIEN SE PRÉPARER

- Quels espaces, formels ou informels, les jeunes peuvent-ils et elles continuer à mobiliser après la fin du projet ?
- Comment rendre accessibles des appuis logistiques légers sans créer de dépendance structurelle ?
- Quelles formes d'action peuvent perdurer sans encadrement institutionnel direct ?
- Les outils produits sont-ils conçus pour être partagés, adaptés et réutilisés de manière autonome ?
- Comment observer et valoriser ces initiatives locales sans les freiner ni les instrumentaliser ?

CONSEILS POUR PASSER À L'ACTION

- Privilégier des appuis légers et ponctuels : impression de supports, mise à disposition de salles, transports.
- Veiller à ce que ces appuis ne renforcent pas des dynamiques de pouvoir existantes, mais soient pensés dans une logique de justice de genre.
- Créer des formats transférables : visuels modifiables, trames d'animation, argumentaires adaptables à différents contextes.
- S'appuyer sur les relais locaux existants : collectivités, clubs EVF, enseignant·e·s engagés, radios communautaires.
- Accepter la diversité des formats : camps jeunes, clubs SSR, causeries de quartier ou émissions radio.
- Documenter les initiatives « hors cadre » : elles illustrent concrètement l'impact du plaidoyer et méritent d'être valorisées dans les restitutions.
- Garder une posture de soutien : éviter de reprendre le contrôle ou d'imposer des cadres rigides. Adopter une posture féministe de facilitation : écouter, soutenir, redistribuer le pouvoir, et reconnaître les formes d'autorité alternatives.

« Ce n'est pas parce qu'on est les meilleurs qu'on a été choisis. On a eu la chance d'être là. Il faut tendre la main à celle et ceux qui n'ont pas pu en bénéficier. »

Jeune Leader de Sédhiou

« Aujourd'hui, je prends la parole. Je sensibilise d'autres jeunes et je participe activement aux activités communautaires. J'anime des discussions, je partage des messages et je contribue à mobiliser les autres. Je suis passée du silence à un rôle actif et visible dans ma communauté. »

Jeune Leader Sédhiou



5. VERS LA PÉRENNISATION : TRANSMETTRE, CONSOLIDER ET INSTITUTIONNALISER

Ce qui n'est pas transmis s'efface. Pour pérenniser le plaidoyer A&J, trois leviers complémentaires ont été mobilisés dans le cadre du projet SANSAS :

- transmettre les outils, démarches et apprentissages accumulés ;
- élargir les cercles d'implication au-delà des premiers jeunes mobilisé-e-s ;
- inscrire les dynamiques dans les cadres institutionnels existants.

L'enjeu : faire du plaidoyer un outil vivant, porté collectivement, ancré dans le temps long et reconnu par les acteur-ice-s institutionnel-le-s.

CE QUE ÇA CHANGE

RENDRE LES ACQUIS VISIBLES ET TRANSMISSIBLES, C'EST PROLONGER L'ACTION AU-DELÀ DU PROJET SANSAS

Cette mémoire politique, si elle est inclusive, permet de contrer les effets d'invisibilisation souvent subis par les jeunes dans les espaces institutionnels. Les outils et récits produits servent de points d'appui pour d'autres initiatives, renforcent la crédibilité des jeunes dans les espaces institutionnels et nourrissent un plaidoyer pair-à-pair à différentes échelles. Cela contribue à créer une culture de l'engagement qui reconnaît les trajectoires différenciées, et soutient des formes de leadership émancipateur, en particulier pour les jeunes. Cette mémoire partagée contribue à consolider une culture de l'engagement des A&J. Elle invite à repenser les formes de légitimité, à élargir les imaginaires du plaidoyer, et à reconnaître la pluralité des modes d'expression politique.

QUELQUES QUESTIONS POUR BIEN SE PRÉPARER

- Comment intégrer la capitalisation dès le début d'un projet ? Qui décide de ce qui est capitalisé, et selon quelles grilles d'analyse ?
- Quels formats simples et partagés permettent de transmettre les acquis ?
- Ces formats permettent-ils aux jeunes ayant une faible littératie, ou vivant en zone rurale, d'accéder aux contenus et d'en être aussi les auteur-ice-s ?
- Quelles structures institutionnelles peuvent accueillir les dynamiques jeunes dans la durée ?
- Ces structures sont-elles sensibles aux rapports de pouvoir liés au genre et capables de créer des espaces réellement inclusifs ?
- Qui sont les relais à mobiliser pour maintenir la dynamique ?
- Quels espaces peuvent accueillir les productions jeunes (podcast, récits, fiches) pour qu'elles continuent à circuler ?

CONSEILS POUR PASSER À L'ACTION

- Intégrer la transmission, le partage des apprentissages, les enjeux de capitalisation, dès le départ : prévoir des temps, des formats, un budget et des responsabilités claires dans le plan initial.
- Produire des outils simples et réutilisables : fiches pratiques, podcasts, trames d'animation, mémorandums, etc.
- S'assurer que ces outils intègrent une diversité de récits, de visuels, de langues, et de formats pour ne pas reproduire les inégalités d'accès et de légitimation.
- Représenter la diversité des jeunes : inclure des profils variés (jeunes en situation de handicap, non scolarisé-e-s, 10-14 ans).
- Appuyer la transmission entre pairs : former des jeunes relais capables de partager les outils et les apprentissages dans leur entourage.
- Ancrer les acquis localement : s'appuyer sur les cadres existants (espaces jeunes, radios, comités santé, plans communaux).
- Maintenir le lien avec les partenaires : collectivités, faïtières, ONG et services publics peuvent valoriser et renforcer les initiatives hors projet.



CE QU'ON A FAIT

VERS UNE RECONNAISSANCE INSTITUTIONNELLE DURABLE

La démarche de plaidoyer A&J portée par SANSAS a abouti à des **engagements formels des autorités sanitaires**. Deux avancées majeures en témoignent : la signature d'un memorandum par les autorités locales et la validation, par la DSME (Direction de la Santé de la Mère et de l'Enfant), d'une note officielle actant l'intégration des OSC de jeunesse faitières dans les instances de gouvernance. Ces engagements marquent une **reconnaissance institutionnelle du rôle des jeunes dans la gouvernance en santé**, mais ils doivent aussi être lus à l'aune des rapports de pouvoir et de genre à l'intérieur de ces instances. Ces documents renforcent la légitimité des jeunes comme acteur·ice·s de la santé publique, et posent les bases d'une participation institutionnalisée dans le champ des DSSR. Transférables à d'autres contextes, ils traduisent un changement d'échelle : du plaidoyer porté par un projet à une dynamique d'ancrage durable.

CE QU'ON A APPRIS

STRUCTURER UN ESPACE COLLECTIF RECONNU, CELA CHANGE TOUT.

Les démarches menées dans le cadre du projet SANSAS montrent que la structuration d'un espace collectif reconnu est un levier clé pour renforcer la participation des jeunes dans la gouvernance santé. Trois enseignements principaux se dégagent :

- **Un cadre clair et représentatif renforce la légitimité.** Les institutions, comme la DSME, attendent des interlocuteur·ice·s identifié·e·s capables de porter une parole collective. Cela crédibilise le plaidoyer et facilite son intégration. Mais cette représentation doit être analysée : qui parle au nom de qui ? Les voix féminines, au marge (ex : rurales, précaires, jeunes), sont-elles entendues ?
- **La coordination entre acteur·ice·s jeunesse est indispensable.** La redynamisation d'espaces comme le Cadre Consultatif des Jeunes permet d'unifier les messages et de limiter les concurrences ou récupérations. Cette coordination doit intégrer une vigilance constante aux dynamiques de domination internes, y compris entre jeunes.
- **La cartographie des acteur·ice·s est un outil stratégique.** Distinguer les organisations faitières des initiatives indépendantes aide à adapter les modalités d'intégration aux attentes institutionnelles. Elle permet aussi d'identifier les zones d'exclusion et de penser des stratégies correctrices pour une participation plus juste.

Cette structuration collective ouvre la voie à des plaidoyers plus stratégiques, mieux ancrés localement, et capables de s'inscrire dans la durée.

« On nous voit comme des relais. Mais il faut qu'on soit aussi porteurs et porteuses de solutions. »

Jeune Leader de Sédhiou

« Le plaidoyer m'a donné à la fois un chemin et une voix. Il m'a permis d'agir et de contribuer activement au changement. Je ne me sens plus invisible — je me sens comme une leader capable d'apporter de vraies solutions aux défis auxquels nous faisons face. »

Jeune Leader de Sédhiou

« Le projet SANSAS m'a poussée à envisager des études de droit, pour devenir avocate et défendre les droits des femmes. »

Jeune Leader de Mbour



EN RÉSUMÉ

VERS UNE DÉMOCRATIE EN SANTÉ PORTÉE PAR LES JEUNES : APPRENTISSAGES ET PERSPECTIVES DU PLAIDOYER A&J

L'expérience menée dans le cadre du **projet SANSAS** montre comment le plaidoyer adolescent et jeune (A&J) peut contribuer, de manière concrète et progressive, à **renforcer la démocratie en santé**. Tout commence par la création d'espaces d'expression sécurisants, où les jeunes peuvent réfléchir à leur vécu, formuler des revendications collectives et construire une parole politique légitime. Ce processus, amorcé lors des Labs d'incubation, pose les bases d'une participation fondée sur l'expérience, l'analyse et l'envie d'agir. Adopter une **approche féministe** du plaidoyer, c'est considérer les jeunes non pas comme des bénéficiaires à outiller, mais comme des actrices et acteurs politiques à part entière, porteur·ses d'une parole légitime et de savoirs situés.

DE LA FORMATION À LA RECONNAISSANCE INSTITUTIONNELLE

Les camps d'été ont ensuite permis d'approfondir cette dynamique en renforçant **l'empouvoirement des jeunes**. Ces derniers y ont appris à structurer des messages, à s'approprier les outils du plaidoyer et à développer un pouvoir d'agir partagé. Cette montée en capacité est essentielle pour **passer d'une participation symbolique à une contribution réelle dans les espaces de gouvernance**. Elle permet notamment de rendre visibles les inégalités de genre vécues dans l'accès à l'information, à la parole ou à la légitimité dans les espaces publics, et d'outiller les jeunes pour y faire face. À la suite de ces apprentissages, un travail concret de plaidoyer s'est déployé notamment à travers des **Labs d'incubation** : collecte et analyse de données de terrain, élaboration de messages communs, construction d'alliances avec d'autres acteurs et rencontres préparatoires avec des responsables politiques. Ces étapes ont permis aux jeunes de consolider leurs arguments, de gagner en assurance et de préparer un dialogue plus structuré avec les institutions. L'organisation d'une journée de table ronde à Dakar marque un moment charnière. Pour la première fois, les jeunes ont pris la parole dans un cadre institutionnel formel, face à des représentant·es des ministères, des collectivités et des partenaires techniques. Ce moment a permis de légitimer leur voix dans l'espace public, de tester leur capacité d'interpellation et de construire un dialogue entre générations sur les enjeux de santé reproductive. Il a renforcé leur position d'acteurs politiques capables de proposer, débattre et influencer. Il a également mis en lumière les rapports de pouvoir structurels qui traversent les dynamiques intergénérationnelles et de genre, soulignant la **nécessité de créer des espaces véritablement inclusifs et dé-hiérarchisés**.

Mais l'impact du plaidoyer ne se limite pas aux événements organisés par le projet. Dans les quartiers, les écoles, les radios locales, les jeunes ont continué à porter leurs messages, souvent de manière informelle, spontanée et adaptée à leur contexte. Ces initiatives témoignent d'une **appropriation profonde et vivante du plaidoyer**, qui se poursuit en dehors des cadres institutionnels. Elles élargissent les formes d'engagement et contribuent à une démocratie en santé ancrée dans le quotidien. Ces engagements multiples traduisent aussi des formes de résistance aux normes genrées et aux injonctions sociales, dans des contextes où l'expression des jeunes, notamment des filles est souvent restreinte. Cette dynamique a été consolidée par un travail de transmission et de structuration. Les outils produits, les expériences documentées, les relais formés permettent de prolonger l'action au-delà du temps du projet. Cette mémoire collective du pouvoir d'agir, forgée par l'expérience des adolescent·e-s et des jeunes, nourrit un plaidoyer pair-à-pair, crédible et profondément **ancré dans les réalités locales**.

Elle donne aussi de la visibilité aux expériences réussies et contribue à inscrire les jeunes dans des dynamiques plus larges, à l'échelle nationale ou régionale. Ce travail de mémoire contribue également à légitimer des formes de savoirs minorés et à construire une archive politique de leur engagement.

Enfin, la reconnaissance institutionnelle obtenue à travers la signature d'un mémorandum local et la validation d'une note officielle d'intégration des jeunes dans les instances de la DSME montre que ce plaidoyer peut aboutir à des avancées structurelles. En structurant un espace collectif reconnu, les jeunes deviennent des interlocuteur·ice-s légitimes et identifié·e-s, capables de dialoguer avec les autorités sur des enjeux de santé publique. Ce changement de posture favorise une gouvernance plus ouverte, plus représentative et plus inclusive. Il engage également les institutions à intégrer une lecture des rapports sociaux de sexe dans la conception et la mise en œuvre des politiques de santé.



POUR UNE DÉMOCRATIE EN SANTÉ RÉSOLUMENT FÉMINISTE

L'expérience SANSAS met ainsi en lumière les contours d'une démocratie en santé, en chemin vers une posture résolument féministe. Elle repose sur la visibilité et la valorisation des savoirs expérientiels des jeunes, en particulier ceux des filles et des adolescent·e·s en marge, souvent absents des sphères décisionnelles. Elle questionne les rapports de pouvoir entre jeunes et institutions, en affirmant la légitimité des jeunes comme acteurs et actrices politiques à part entière. Elle insiste sur l'empouvoirement individuel et collectif, sans instrumentaliser l'engagement des jeunes mais en l'accompagnant dans la construction de leur propre stratégie politique. Enfin, elle se distingue d'une approche descendante : il ne s'agit pas simplement « d'outiller » les jeunes pour parler, mais de créer les conditions pour qu'ils et elles élaborent et portent eux-mêmes leurs revendications.

Ainsi, le plaidoyer A&J tel que déployé dans SANSAS contribue à faire vivre une démocratie en santé qui part des territoires, valorise les savoirs vécus, et s'appuie sur des dynamiques intergénérationnelles. Il trace aussi des perspectives pour les actions à venir : consolider les acquis, élargir la base des jeunes engagé·es, renforcer les passerelles entre échelons locaux et nationaux, et inscrire durablement cette participation dans l'action publique. Adopter une démarche féministe du plaidoyer, c'est enfin revendiquer une démocratie en santé qui ne soit pas neutre, mais pleinement attentive aux rapports de pouvoir, et donc transformatrice. C'est reconnaître que les inégalités d'accès à la santé sexuelle et reproductive sont profondément liées aux normes de genre, aux discriminations structurelles et aux héritages postcoloniaux. Ce mouvement est déjà en marche. Il mérite d'être soutenu et amplifié.

REMERCIEMENTS

Equipop remercie toutes celles et ceux qui ont contribué à la capitalisation, leurs retours d'expérience ont été essentiels : les jeunes leaders et le consortium du projet (Solthis en cheffe de file, RAES, LARTES, Enda Santé).

Un remerciement très particulier adressé à JED, qui a porté, avec Equipop, le travail de plaidoyer dans le cadre du projet SANSAS.

Le projet SANSAS a bénéficié du soutien financier de l'AFD.

CRÉDITS

Entretiens et rédaction : Soukeyna Ouedraogo, experte évaluatrice DSSR, approches jeunes, démocratie en santé

Directrice de la publication : Aurélie Gal Régnez - Equipop

Rédaction et contribution :

Sarah Memmi Machado, Jeanne Fournier - Equipop

Suivi éditorial : Camille Frouin - Equipop

Illustrations : Marie l'encreuse

Mise en page : Jean-Luc Gehres



sous l'égide du

